

Témoignage de M. PENE, Ingénieur ^{en Chef} ~~en Chef~~ des Ponts-et-Chaussées, commissaire régional de la République à Saint-Quentin.

Dès l'armistice je me suis fixé comme but de contribuer à relever la situation de la France en luttant contre l'envahisseur dont l'esprit impitoyable m'était connu.

En Janvier 1941, mon Ingénieur d'Arrondissement des Ponts-et-Chaussées, André BOULLOCHE, me fait savoir qu'il a connaissance de la création d'un mouvement de résistance à Paris. Nous décidons de prendre contact avec lui et d'en créer de nouveaux dans l'arrondissement de Soissons, dans l'arrondissement de Laon et, plus généralement, dans le département de l'Aisne.

André BOULLOCHE prend contact avec des membres de ce qui devait devenir le groupement O.C.M. et notamment l'Inspecteur des Finances POSTEL-VINAY qui devait être arrêté à Paris à la fin de 1941. POSTEL-VINAY s'occupait, à l'époque, de renseignements et d'évasions de prisonniers de guerre et d'aviateurs alliés abattus.

Les premières instructions qui nous étaient données étaient de rechercher des renseignements d'ordre militaire et politique auprès des Allemands, au cours de nos déplacements et de nos entretiens obligatoires avec les occupants.

Notre activité première est donc la recherche de renseignements militaires, politiques et économiques, facilitée par un métier qui oblige à des déplacements fréquents et qui nous met en contact avec nos agents répartis sur tout le territoire du département et bien connus de nous.

Les armes abandonnées par les combattants en mai et juin 1940, les explosifs sont rassemblés et cachés dans les creutes calcaires de la région soissonnaise (Preales et Boves), du Chemin des Dames (Vesly).

Peu à peu, par des contacts prudents avec les agents du Service et avec les gens qu'une fréquentation prolongée nous a permis de connaître, tels que certains de nos camarades de popote - car nous vivons en célibataires - le groupe s'accroît mais nous ne cherchons pas l'accroissement des effectifs, nous visons plutôt le recrutement d'éléments sûrs.

L'organisation du réseau est parallèle à l'organisation départementale du Service des Ponts-et-Chaussées.

Les renseignements sont recueillis à tous les échelons à partir des chefs cantonniers et transmis par ceux-ci au cours de tournées à ceux de leurs chefs qui font partie de l'organisation de Résistance. D'échelon en échelon, ils parviennent aux Ingénieurs d'Arrondissement et à l'Ingénieur en Chef.

En décembre 1941, une organisation de Résistance soissonnaise, que je ne connais pas, est arrêtée toute entière par la police allemande; elle nous est dévoilée par la catastrophe qui la frappe. Le Capitaine de Gendarmerie DECAMPS en fait partie. L'affaire se règlera par une triple fusillade et de nombreuses déportations en Allemagne, d'où les victimes ne reviendront pas .

Notre activité continue avec un réseau de renseignements de mieux en mieux établi sur les bases précédentes. Les premiers sabotages sont exécutés sur des voies ferrées avec des pétards de cavalerie mis de côté après la défaite.

En Novembre 1942, les Allemands envahissent la zone sud. J'apprends l'arrestation de l'Ingénieur en Chef Adjoint de la Marne. Il est, au bout de peu de temps, déporté en Allemagne, victime de ses bavardages excessifs/.

Dès l'invasion de la zone sud, André BOULLOCHE ne tient plus en place, il lui faut partir combattre et, après s'être renseigné sur une filière partant de Paris et passant par Pau, dont je ne sais rien de plus, filière que lui ont enseignée ses amis parisiens, il s'en va par la frontière pyrénéenne. Comme tous les Français qui empruntent cette voie, il est emprisonné dans une geôle espagnole puis, mis en résidence surveillée à Madrid, il s'échappe, rejoint le Consulat britannique et rallie l'Angleterre. A ce moment, je prend contact avec les résistants parisiens à qui il transmettait des renseignements. Le nom qu'il m'a laissé est celui de ROLLET alias DACRE, travaillant au Comité d'Organisation du Textile, rue La Boétie. Le bureau où il me reçoit et où il me reconnaît par un mot de passe, servira à deux ou trois entrevues mais ne sera pas, à ma connaissance, un lieu normal de réunions. En ce qui me concerne j'y rencontrerai seulement ROLLET puis FARJON, alias ROLAND, alias DUFOR.

Par DACRE je reçois des instructions précises sur le parachutage des armes et sur le sabotage. Je reçois des listes de formules à passer par la B.B.E., des indications sur la disposition des reux sur les terrains de parachutage, les caractéristiques que présentent ces terrains et la consigne d'en rechercher le plus grand nombre possible dans le département de l'Aisne. En même temps on me donne des formules d'engagement dans les Forces Françaises Libres que je signe aussitôt ainsi

que BERTIN Jean, un autre de mes Ingénieurs d'Arrondissement des Ponts-et-Chaussées. Ces formules ne sont pas encore prévues pour être découpées en deux parties, comme toutes celles qui ont paru par la suite; elles comportent un texte unique dont aucune trace ne reste entre les mains du signataire: elles sont signées du nom de guerre; je choisis le nom de MAILLE.

Au cours d'une de nos entrevues, DACRE m'annonce la visite d'un camarade. Quelques jours après je vois arriver dans mon bureau d'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées un homme de trente ans environ, petit, râblé, blond, la figure ouverte, muni de lunettes bleues. C'est ROYAUX, alias MAX, alias JUVAL. IL vient préciser les consignes que j'ai reçues sur la recherche des terrains de parachutage et leur utilisation. Il ne me cache pas les risques de la tâche, risques qui devaient hélas se confirmer pour lui puisqu'il a été arrêté au début de 1944 et fusillé avant la libération, à Arras.

Je vais à Paris environ toutes les semaines et rencontre d'abord DACRE puis je suis mis en contact avec DECONYNCK, André, alias MAISONNEUVE, alias ANDRE. Je reçois alors la charge de deux départements: l'Aisne et les Ardennes où je commande l'A.S. (Armée Secrète). Le chef des Ardennes, dont j'ai fait la connaissance, est, comme JUVAL, un garçon coiffeur, nommé POINT, alias FOURNIER, qui a survécu à la Résistance et qui est maintenant Commandant des Gardiens de la Paix à Mézières.

L'organisation est la suivante: chaque région a à sa tête un chef; je suis celui des deux départements: Aisne-Ardennes. A ce chef correspond à Paris un Inspecteur qui recueille du Chef Régional les renseignements et les transmet au siège central. Il y a ainsi un cloisonnement. Les chefs régionaux ne connaissent pas l'Etat-Major parisien et un malheur peut-être localisé plus aisément. Les inspecteurs devaient être supprimés le 6 Juin 1944, jour du débarquement.

J'ai été remplacé, à la tête du département de l'Aisne, par Jean BERTIN, alias LE MERLE, alias DUBOURG, qui était déjà sous mes ordres dans le département de l'Aisne. Notre activité s'accroît.

Dès le début de 1942, je prends contact avec le Docteur Claude MAIRESSÉ, de St-Quentin, dont le nom m'a été donné par DACRE. Claude MAIRESSÉ est un modèle de militant résistant, brave jusqu'à la témérité, infatigable, dévoué, loyal; il possède toutes les qualités. Arrêté le 5 Avril 1944 il devait hélas mourir asphyxié en gare de Reims, dans le train qui l'emmenait en déportation, le 2 Juillet 1944.

Je prends contact à Hirson avec le Docteur FRESNEL, lui aussi d'une activité et d'une bravoure exceptionnelles. FRESNEL devait être arrêté une première fois, libéré, puis arrêté de nouveau; déporté en Allemagne il est revenu et est maintenant en bonne santé. FRESNEL a sous ses ordres MERLIN, agent d'assurances, d'une témérité folle. C'est MERLIN qui monte un sabotage de voies ferrées, fait dérailler plusieurs wagons portant un gros canon de 280; ils redoublent son exploit deux jours après, au cours des travaux de dégagement du canon, à quelques centaines de mètres du chantier allemand.

A Soissons, PIERRE, Ingénieur de la Navigation, m'est indiqué par un Ingénieur des Ponts-et-Chaussées de Reims nommé MIDOL, qui devait être massacré après tortures au moment de la libération. PIERRE est un saboteur émérite; il détruit le même jour (aux environs de septembre 1943) l'édifice de Vauxrot et la ligne de transport à 150.000 volts à Sermoise. Il a sous ses ordres CHAMAND, Sous-Officier de l'Armée Coloniale, qui est de toutes les opérations.

Le nombre de nos terrains de parachutage croît continûment; nous en avons 15, homologués par des Inspecteurs venus de Paris et reconnus bons. Un seul terrain est reconnu admissible pour l'atterrissage de l'avion; il sera utilisé, le 10 décembre 1943, dans des conditions tragiques que je dirai plus tard.

Notre activité s'oriente de plus en plus vers la Résistance et de moins en moins vers notre fonction officielle. Le Service des Ponts-et-Chaussées est devenu, pour certains de ses éléments, une organisation de Résistance. Nous prenons part à de prétendues visites de chantiers ou inspections de routes; nous arrivons à faire un relevé complet de toutes l'organisation de Margival où les Allemands, aux abords du grand tunnel qui passe sous le chemin des Dames, construisent un semis d'ouvrages, abris bétonnés, fortins, etc au nombre de plus de 150.

Je fais connaissance avec l'adjoint de FOUFNIER, dans les Ardennes, POIRIER, homme de 55 ans, tout dévouement, qui sera arrêté vers la fin de 1943 et mourra en prison. POIRIER est un commerçant en engrais. Son fils a échappé par miracle à l'arrestation en sautant par dessus le mur de son jardin pendant que son père, malheureusement crédule, ouvrait la porte de la rue.

Toutes les semaines je porte à Paris une serviette pleine de documents; ce sont les données, plans et points de repaire exacts de nouveaux terrains de parachutage ou d'atterrissage proposés; ce sont des rensei-

gnements militaires : unités rencontrées à telle ou sur telle route allant dans telle direction, changements de cantonnements, réquisitions importantes de produits agricoles, résultats de bombardements alliés, sort des aviateurs abattus. Je prends contact avec une filière qui passe rue Oudinot mais, tandis que j'attends en bas que six anglais me soient remis, avec mission de les conduire à la gare de Lyon, j'apprends que tout le monde a été arrêté le matin même. D'ailleurs ces missions de rapatriement d'aviateurs abattus ne nous sont pas recommandées; nos chefs estiment qu'ils font courir beaucoup de risques pour un résultat moyen.

Au cours d'un de mes voyages, on me recommande d'étudier une organisation du C.R. (unité de combat et de renseignements). Le C.R. consiste essentiellement en un poste émetteur situé à quelques kilomètres à l'arrière des lignes allemandes et chargé de transmettre aux Alliés supposés débarqués, les renseignements militaires sur l'ennemi. Nous devons dès maintenant préparer des refuges où des spécialistes de radio parachutés par les alliés, pourront s'abriter. C'est extrêmement dangereux car il faut nécessairement, pour que le parachuté puisse s'y abriter, donner en clair l'adresse du refuge et le nom de son propriétaire. Le dossier complet, transmis à Paris, devait être saisi le 23 Octobre, dans l'appartement de Roland, par la Gestapo. Heureusement il a été fort mal utilisé. Les tenants des refuges ont été tous arrêtés le 10 décembre 1943 et les Allemands commirent la maladresse de ne pas les arrêter en utilisant le mot de passe qu'ils connaissaient cependant. Les tenants des refuges purent ainsi soutenir qu'ils ignoraient tout de l'affaire et que leur nom avait été donné sans qu'ils sussent pourquoi. Ils furent tous libérés après deux mois d'incarcération. Cependant, l'un d'eux, nommé BRINDOUE, de Vervins, déprimé ou soumis à un trop dur interrogatoire, se suicida au bout d'un jour de prison. Claude MAIRESSE, qui figurait sur la liste, échappa par miracle à ce coup de filet.

C'est à la suite de ces arrestations que je dus me réfugier à Paris, entrer complètement dans la clandestinité et, sous le pseudonyme de PERICO, continuer mon activité dans la région parisienne.

BERTIN, qui avait été muté dans les Ponts-et-Chaussées, de Soissons à Bar-le-Duc, comme Ingénieur en Chef, au début de Novembre, était remplacé dans la Résistance de l'Aisne par COUVREUX, Ingénieur Ordinaire des Ponts-et-Chaussées.

A la suite de mon départ, les deux départements de l'Aisne et des Ardennes, qui étaient réunis par égard pour moi et rassemblés sous mon commandement,

....

étaient séparés et rattachés, l'Aisne au Groupe A (Nord - Pas-de-Calais - Somme - Aisne ?) et les Ardennes au bloc C. (Châlons-sur-Marne).

A Paris je suis accueilli par André BOULLOCHE. Je suis intégré au Comité Directeur de l'O.C.M. et on me confie la Région P, divisée en quatre subdivisions : P¹ : Seine - P² : Seine-et-Oise - Oise - Seine-et-Marne - P³ : Loiret - Loir-et-Cher - Eure-et-Loir et Cher occupé - P⁴ : Aube - Yonne - Nièvre et Allier occupé. Pour la Région P. il n'y a pas d'Inspecteurs; je remplis les deux fonctions. Je travaille en liaison avec un D.M.R. (Délégué Militaire de Région). Les D.M.R. sont une création nouvelle; ils ont été parachutés d'Angleterre et où ils ont subi des cours d'action secrète. Chacun d'eux est affecté à une région de résistance dans laquelle il est affecté jumelé avec le chef de région et où il s'occupe plus spécialement de la fourniture des armes et des relations avec l'Angleterre. Mon D.M.R. est André BOULLOCHE. Malheureusement il sera arrêté le 10 Janvier 1944, déporté en Allemagne, terriblement maltraité, mais reviendra vivant et reprendra sa santé. Il est remplacé comme D.M.R. de la région parisienne par RONDENET, alias JARRY, une des plus belles figures de résistant que j'ai connues. RONDENET est un Officier d'active, fils de Général de Division et ancien élève de Polytechnique. Marié, père d'un enfant, il travaille avec sa femme qui lui sert d'agent de liaison. Blessé au parachutage, il est chargé, à son arrivée, de l'exécution du plan, " tortue ", c'est-à-dire du plan de lutte contre les engins blindés allemands; il cumule ses fonctions avec le remplacement de BOULLOCHE; c'est un homme d'une témérité complète. Comme par miracle il passe à travers toutes les entûches, tous les pièges, mais finit par succomber au retour du maquis, en Juillet 1944; sans doute filé, il est arrêté à 10 heures du matin Pont de l'Alma; il est fusillé quelques jours après, avant le départ de ses camarades pour l'Allemagne. Je n'ai dû qu'à une chance extrême de ne pas être arrêté le même jour que lui car il m'avait donné rendez-vous; une souricière m'était sans doute tendue mais j'ai la chance de ne pas recevoir le pneu me donnant rendez-vous.

ST-QUENTIN, décembre 1945.

P. P E N E

Commissaire Régional de la
République.